

**CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
EN VUE DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT DE L'AVENUE DES MOLASSIS
CONVENTION ENTRE LA COMMUNE D'EYGALIERES ET LA COMMUNAUTE DE
COMMUNES VALLEE DES BAUX ALPILLES**

ENTRE

La ville d'Eygalières représentée par son Maire, Aline PELISSIER, dûment accrédité à la signature de la présente par délibération du Conseil Municipal en date du 30/08/2022 désignée dans le texte qui suit par l'appellation « la ville »,

ET

La Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles, représentée par son Président en exercice, Monsieur Hervé CHERUBINI, dûment accrédité à la signature de la présente par délibération du Conseil Communautaire en date dudésignée dans le texte qui suit par l'appellation « C.C.V.B.A. »

EXPOSE

La ville d'Eygalières et la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles souhaitent se regrouper et désigner un prestataire commun pour la maîtrise d'œuvre et un prestataire commun pour la réalisation des travaux de l'opération d'aménagement de l'Avenue des Molassis.

Ces travaux seront en effet sous maîtrise d'ouvrage de la C.C.V.B.A. pour la partie eau potable, eau usée et eau pluviale et sous maîtrise d'ouvrage de la ville d'Eygalières pour les autres prestations.

Pour ce faire, les parties conviennent de constituer un groupement de commandes, conformément aux dispositions de l'article L.2113-6 du Code de la Commande Publique, pour lequel les dispositions suivantes sont arrêtées :

Article 1 : Objet de la convention

Cette convention a pour but de constituer un groupement de commande entre la ville d'Eygalières et la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles, afin de définir les dispositions relatives à l'opération d'aménagement de l'avenue des Molassis.

Article 2 : Coordinateur du groupement ou personne habilitée à engager le groupement

Le coordonnateur du groupement sera la ville d'Eygalières représentée par son Maire.

Article 3 : Passation des marchés

~~Le coordonnateur est chargé de procéder~~, dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants.

A ce titre, il aura pour mission au nom des signataires de cette convention :

- D'organiser la consultation du marché de maîtrise d'œuvre et du marché de travaux :
 - L'élaboration du cahier des charges,
 - La définition des critères de sélection des offres,
 - L'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence,
 - La convocation et la conduite de la réunion de la Commission d'Appel d'Offres du groupement,
 - L'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant.

La Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes est chargée d'attribuer les marchés d'un montant supérieur au seuils européens passés selon une procédure formalisée conformément aux dispositions de l'article L.1414-2 du CGCT.

Elle sera composée d'un représentant élu parmi les membres à voix délibérative de la Commission d'Appel d'Offres communale conformément à l'article L.1414-3 du CGCT.

La présidence de la Commission d'Appel d'Offres est assurée par le représentant du coordonnateur.

Les membres ainsi désignés pourront siéger en tant que commission adaptée pour émettre un avis sur les marchés passés selon une procédure adaptée.

Chaque membre du groupement s'engage à signer avec les prestataires retenus les marchés à hauteur de ses besoins propres tels que ces besoins ont été préalablement déterminés, à notifier les marchés et s'assurer, pour son propre compte, de la bonne exécution de ceux-ci.

Article 4 : Exécution des marchés

L'exécution des marchés comprend toutes les prestations administratives et techniques nécessaires à la réalisation de l'opération (les avenants aux marchés, etc) mais ne comprend pas le financement qui est décrit ci-dessous.

Article 5 : Financement de l'opération

Chaque co-contractant sera responsable du financement des prestations dont il a la charge.

Chaque prestation passée au nom des deux maîtres d'ouvrage donnera lieu à facturation séparée (par l'entreprise) en fonction des interventions qui seront clairement précisés dans les cahiers des charges. Chaque maître d'ouvrage assurera le paiement de l'entreprise pour la partie qui lui revient.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet dès sa signature par les deux parties et s'achèvera à la signature du marché de travaux.

AR Prefecture

013-241300375-20221027-DEL186_2022-DE
Reçu le 28/10/2022

Article 7 : Mesures coercitives – Résiliation

Si un membre du groupement ou le coordonnateur est défaillant, et après mise en demeure infructueuse, chaque maître d'ouvrage peut résilier la présente. Il appartient à chacun d'entre eux de régler la partie des dépenses réalisées pour son compte.

Article 8 : Capacité d'ester en justice

Le coordonnateur pourra agir en justice pour le compte des membres du groupement. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Article 9 : Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Fait en 2 exemplaires, à Eygalières le 13/09/2022



Le Maire,

Aline PELISSIER.

Le Président de la C.C.V.B.A.,

Hervé CHERUBINI.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Hervé Cherubini", is written over the printed name of the President of the C.C.V.B.A.